



# Déclaration de la CGT au CSE du réseau France 3 16 octobre 2025



Jeudi dernier, le gouvernement a rendu public son projet de budget, qui prévoit d'amputer de 69 M€ les financements publics de France Télévisions en 2025, en comptant les 45 M€ du programme incitatif à la transformation. Mis bout à bout avec le gel de 13 M€ début 2024 puis les 20 M€ qui ne nous seront finalement pas versés cette année, c'est finalement 102 M€ qui vont manquer à notre entreprise sur les deux exercices.

Sans compter qu'à ce stade, ce financement relèvera du budget de l'État et non d'une recette affectée, et qu'il pourrait donc être réduit en cours d'année, au gré de la volonté politique, si une solution affectée et pérenne n'est pas trouvée avant la fin de l'année.

On ne peut donc que s'inquiéter de l'avenir, à plus forte raison alors que l'entreprise vit un plan social depuis près de 13 ans et que le réseau régional à lui seul a perdu 22 % de ses effectifs entre 2015 et 2023, soit 740 ETP.

Les perspectives sont donc particulièrement préoccupantes. Qu'offrent-elles comme ligne d'horizon mobilisante pour les salariés du réseau régional ? Comme ligne d'horizon tout court ?

Il y a encore six mois la trajectoire financière prévoyait, malgré une progression des financements de l'ordre de l'ordre de 253,5 M€ entre 2024 et 2028, près de 200 millions d'euros d'économie dont 100 millions sur la masse salariale. Cela impliquait donc déjà, soit des suppressions de postes, soit une révision à la baisse des accords d'entreprise afin de réduire et de remettre en cause les conquies sociaux.

Avec ces nouvelles coupes, le gouffre est désormais encore plus grand.

Que va-t-il se passer ? Va-t-on pressurer encore plus un corps social déjà éprouvé, réduire toujours plus des effectifs déjà au plus bas, accélérer le déploiement d'outils automatisés visant à supprimer des postes ou revoir la stratégie, renoncer à des projets, stopper des développements ?

Comment cela se traduira-t-il pour le réseau régional ? On sait que ce dernier a toujours plus que d'autres secteurs de l'entreprise, contribué aux économies. Le projet de régionalisation n'est déjà plus que l'ombre de lui-même faute de moyens, l'activité des antennes ne cesse de se réduire, les rapprochements structurels avec France Bleu patinent et les ingrédients d'une possible filialisation des réseaux régionaux de France 3 et France Bleu se mettent en place avec la substitution de la marque ICI aux identités historiques.

Il est temps désormais de jouer carte sur table. La direction doit clairement révéler ses intentions. Toutes ses intentions. C'est à dire quelles sont les implications réelles de ses choix stratégiques, en termes d'emploi, de métiers, de pratiques professionnelles et de conditions de travail. Ce travail de projection et de transparence est indispensable comme socle de base d'un dialogue social aujourd'hui dans un cul de sac.

Nous sortons d'un CSE extraordinaire sur les programmes de rentrée. Il a fait l'objet d'une longue suspension, afin que soient produits un certain nombre de documents permettant d'informer les élus. Cette crise sociale interne a montré qu'on ne pouvait pas continuer sur la voie actuelle, sauf à faire le choix d'une guerre permanente avec les représentants du personnel. Est-ce le projet ?

Les difficultés qui nous attendent sont considérables, l'entreprise ne pourra pas y faire face sans ses salariés.

Il est temps de remettre les représentants du personnel au centre des relations sociales en respectant avec sincérité les prérogatives que leur a confiées le droit du travail.

Paris, le 16 octobre 2024